

*Questions orales*

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, le député devrait savoir que j'ai toujours promis au premier ministre du Manitoba que le terrain expérimental de l'EACL ne deviendra pas un site permanent.

## LES SITES D'ENFOUISSEMENT CHOISIS PAR LES ÉTATS-UNIS

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, cela ne répond pas à ma question. C'est une question que j'ai déjà posée, mais ce n'est pas ce que je viens de demander. J'ai demandé à la ministre si elle allait ordonner à l'EACL de ne conclure aucune entente avec le Département de l'Énergie des États-Unis concernant le laboratoire du lac du Bonnet d'ici à ce que les Américains suppriment de leur liste les sites éventuels qui affecteraient le Canada. S'ils refusent, nous allons contribuer à nous polluer nous-mêmes.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je signale à la Chambre que grâce en grande partie à l'initiative de quelques députés dont celui de Shefford, le gouvernement du Canada a réussi à faire biffer de la liste américaine l'emplacement retenu dans le Vermont. La nouvelle liste contient moins de sites susceptibles de poser des problèmes pour le Canada. Le député de Brandon-Souris et des députés conservateurs de la Saskatchewan m'en ont parlé et je suis certain que le gouvernement des États-Unis voudra tenir compte de leurs démarches comme ce fut le cas pour le député conservateur de Shefford.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE RÔLE DES PROVINCES

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pourrait-il nous dire quelle est la bonne version du rôle qu'il réserve aux provinces dans les négociations sur le libre-échange: celle dont a fait état la presse aujourd'hui ou celle qu'il a donnée à Halifax? S'agit-il d'une participation pleine et entière ou à titre de tierce partie?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne vois aucune incohérence dans ces interprétations. L'ambassadeur Reisman devait rencontrer les représentants provinciaux demain, mais cette réunion a été reportée au 4 février. Ils doivent ensemble mieux cerner les modalités de cette coopération dans le cadre du document qui a été accepté à Halifax.

## LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, je m'étonne qu'un négociateur ait été élevé au rang d'ambassadeur. Je savais que ses émoluments avaient peut-être été relevés, mais je ne croyais pas qu'on l'avait promu au rang d'ambassadeur.

Les Canadiens voudraient, certes, savoir si les provinces participeront directement aux négociations comme l'avait promis le premier ministre à Halifax. S'en tient-il toujours à sa déclaration de Halifax ou a-t-il, encore une fois, induit la population en erreur sur ses véritables intentions?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je tiens à rappeler à la députée que Simon Reisman n'a pas eu de promotion dernièrement. Il a été nommé ambassadeur le jour même où on lui a confié les fonctions qu'il assume actuellement, il y a quelques mois de cela. Comme il lui arrive souvent, cette idée vient tout juste de passer par l'esprit de la députée.

Quant aux modalités régissant la coopération des provinces, tout ce qui s'est passé est tout à fait dans l'ordre des choses. L'ambassadeur Reisman travaille en étroite collaboration avec ses collègues provinciaux pour mettre au point un cadre qui permettra aux provinces de participer le plus possible à ces négociations. Voilà l'objectif que nous nous efforçons d'atteindre contrairement aux principes défendus par les gouvernements précédents qui auraient empêché carrément les provinces de participer à l'élaboration et à l'application de telles modalités. Nous sommes en faveur de leur participation pleine et entière.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE SUR LA FAILLITE

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Compte-t-il encore présenter une mesure législative sur la faillite, qui soit assez puissante pour permettre de renégocier les taux d'intérêt et réduire le principal de la dette, comme il l'a promis un mois avant Noël?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, nous envisageons toujours cette possibilité et nous examinons aussi actuellement diverses solutions.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

## LE CENTRE D'INTERPRÉTATION DE LA NATURE DES PRAIRIES

**M. Geoff Wilson (Swift Current-Maple Creek):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et a trait à l'avenir du centre d'interprétation de la nature des Prairies près de Webb, en Saskatchewan. Comme l'été 1986 approche à grands pas, je voudrais que le ministre nous dise comment il envisage l'avenir du centre à la fois à court terme, c'est-à-dire l'été prochain, et à long terme.

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, nous tenons à ce que le centre poursuive ses activités. Nous voulons en arriver à une entente que tous les intéressés pourraient connaître bien à l'avance. A cette fin, j'ai écrit le 9 janvier au ministre chargé des parcs et des ressources de la Saskatchewan pour lui proposer une entente relative au partage égal des coûts entre le niveau fédéral et le niveau provincial. Chose certaine, à ce jour, il ne m'a pas encore répondu. S'il n'est pas possible de donner suite à cette proposition, je préférerais alors conclure à court terme une entente contractuelle avec le secteur privé. Le plus important, c'est que le centre poursuive son activité et nous tâcherons de conclure une entente bientôt.